

« Réunie en ligne, ce samedi 26 février, l'assemblée générale de l'AGJPB, préoccupée par l'état de guerre qui existe entre l'Ukraine et la Russie depuis cette semaine, rappelle que la vérité est parmi les victimes de tous les conflits. Consciente du contexte extrêmement difficile dans lequel les journalistes ukrainien.ne.s et tous les autres journalistes travaillent sur place, elle témoigne de sa solidarité avec eux. Elle les encourage, et en particulier les journalistes ukrainie.ne.s et russes, à résister aux discours de la propagande pour continuer à servir l'information dans le respect de leurs impératifs déontologiques et professionnels. »

AJP

Notre dossier "Reporters de guerre, du fantôme à la réalité" en pages 4 à 7

N°245

SOMMAIRE

- 02-03 Enquête - Nationale 4, un projet hors-pistes \
- 04-07 Dossier - Guerre en Ukraine: qui sont les journalistes envoyé.e.s au front? \
- 07 Prix: En-Gaje récompensé par le Parlement de la FWB
- 08 Rue de la déonto - Le tribunal civil lié ou non par les décisions du CDJ? \

AJP

DOSSIER

REPORTER DE GUERRE, DU FANTASME À LA RÉALITÉ

Comme chaque fois que surgit un conflit quelque part dans le monde, la guerre en Ukraine attire son lot de journalistes, prêts à risquer leur vie pour la couvrir. Parmi eux, des reporters aguerris, habitués à ce type de terrain. Mais aussi des pigistes qui cherchent à se faire un nom.

Depuis plusieurs semaines, le conflit en Ukraine occupe une place prépondérante dans l'actualité, éclipsant presque totalement le Covid et son lot de perturbations. Face à une crise de cette ampleur, nombreuses sont les rédactions qui envoient des équipes sur place pour couvrir l'événement. Pour certains confrères et consœurs, travailler dans une zone de guerre est une première. Pour d'autres, rôtés à l'exercice, cet événement tragique s'ajoute à un long parcours qui va des Balkans à l'Afghanistan en passant par l'Irak, le Caucase ou l'Afrique des Grands lacs... Autant de crises qui nous rappellent cruellement la fragilité de notre monde et la nécessité absolue de rapporter les faits depuis le terrain, quels que soient les dangers que cela implique.

Si certains ont de la bouteille, d'autres sont prêts à risquer leur vie pour gagner leurs galons de « reporter de guerre ». Freelances – et jeunes, pour la plupart – ils rêvent d'emprunter la voie tracée par Robert Capa, Jack London, Albert Londres et tant d'autres avant eux. Dans les écoles de journalisme, la figure du reporter casqué, arborant le gilet pare-balle et la mine grave, fascine davantage que les conférences de presse du Codeco... Et comme c'est le cas à chaque fois que surgit un conflit de cette importance, des dizaines de pigistes convergent actuellement de toute l'Europe vers l'Ukraine, parfois sans la préparation ou

l'équipement nécessaire, espérant peut-être qu'il constituera l'amorce d'une belle carrière, et sans toujours avoir conscience des risques encourus.

En ex-Yougoslavie déjà, certains de ces jeunes aventuriers avaient connu leur heure de gloire, en témoigne le livre autobiographique de Paul Marchand, « Sympathie pour le Diable », récemment adapté au cinéma par Guillaume de Fontenay. Pendant plus d'un an, entre 1992 et 1993, le jeune Paul Marchand a couvert le siège de Sarajevo de l'intérieur, avec la population prise au piège, travaillant comme correspondant pour les radios publiques francophones, dont la RTBF. « Un bon correspondant de guerre est avant tout un amoureux des morgues, des cimetières et des fosses communes », aimait-il déclarer, lui qui circulait dans Sarajevo cigare au bec, à bord d'une Ford Sierra sur laquelle il avait badigeonné ces mots : « Don't waste your bullets, I am immortal ».

Son aventure s'arrêta le jour où un sniper serbe lui logea une balle dans la bras, l'obligeant à quitter définitivement Sarajevo par un pont aérien de l'ONU. Devenu écrivain, il finira par se suicider, en 2009, dans son appartement parisien. On a beau se croire immortel face aux balles des snipers, la guerre peut aussi tuer autrement, par les traces indélébiles qu'elle laisse chez ceux qui l'ont affrontée. En Bosnie comme en Ukraine, couvrir un conflit ne s'improvise pas. Les confrères et consœurs qui ont travaillé sur place, ces dernières semaines, le savent mieux que quiconque.

AU CŒUR DU CYCLONE

Lorsque leur rédaction les envoie à Kiev, le 23 février dernier, les journalistes de la RTBF Catherine Tonerero et Alice Debatis sont encore loin d'imaginer qu'elles vont se retrouver sous les bombes dès le lendemain. Ce jour-là, il n'est encore question que d'une « zone de tension diplomatique » à l'est de l'Europe, et beaucoup imaginent que Vladimir Poutine bluffe en cherchant à faire pression sur l'Ukraine et les pays occidentaux.

Parties un mercredi de Charleroi, les deux journalistes sont en mission pour quatre jours avec leur caméraman, Joséphine Turli. L'objectif est de réaliser des reportages autour de Kiev pour illustrer ces tensions

diplomatiques. « Nous devons notamment interviewer un réserviste de l'armée ukrainienne le lendemain matin » raconte Catherine Tonerero. « Le rendez-vous était pris. Très naïvement, je me suis couchée le soir en coupant mon téléphone. »

Mais quelques heures plus tard, des coups sur la porte de leur chambre réveillent les deux jeunes femmes. Les chars russes viennent de passer la frontière. Les premiers bombardements se font entendre autour de la capitale. La guerre a pris les journalistes par surprise, bouleversant l'agenda, sur place comme à l'antenne. « Le souvenir que je garde de ce premier jour de guerre, c'est cette sirène qui retentit sur la place Maidan déserte, suivie de l'hymne national ukrainien », raconte Alice Debatis. « A ce moment-là, on a la sensation d'être traversé par l'Histoire. » Un sentiment vertigineux auquel succède la nécessité de couvrir l'événement le mieux possible avec les moyens du bord.

Les duplex s'enchaînent en télé comme en radio. Les reportages dans le métro, avec la population qui y a trouvé refuge, les montages sur le quai au milieu des civils... La nuit, les journalistes déplacent leur matelas dans le couloir pour dormir loin des fenêtres. « Les nouvelles, à ce moment-là, laissaient penser que l'attaque de Kiev était imminente », poursuit Catherine Tonerero. « Et nous, on commençait à se demander comment on allait pouvoir rentrer, vu que tous les vols avaient été annulés ».

Elles profiteront finalement de trois places dans la voiture de confrères de RTL France qui les amèneront vers Lviv, à l'ouest du pays. De là, la RTBF organisera leur évacuation par la route jusque Vienne, en passant par la Slovaquie. Et alors qu'elles traversent la frontière avec le flot de réfugiés fuyant les combats, d'autres équipes de journalistes font route en sens inverse. « On a vraiment pu constater que la couverture médiatique a changé à ce moment-là » explique encore Catherine Tonerero. « Les journalistes qui étaient en Ukraine avant le déclenchement de la guerre cherchaient tous à partir. Mais au même moment, les reporters de guerre expérimentés arrivaient dans le pays et cherchaient, eux, à se rapprocher de la ligne de front ».

Une autre équipe de la RTBF a d'ailleurs pris le relais, sur place, quelques jours plus tard.



Etre identifié peut protéger les journalistes mais cela peut aussi les désigner comme cible. A réévaluer constamment, donc... Photo Belga.

Mais les conditions d'accès à l'Ukraine sont devenues beaucoup plus difficiles, en raison notamment des nombreuses autorisations qu'il faut désormais obtenir pour accéder au territoire, de la fermeture des aéroports et de la pénurie de fixeurs. Faut de vol disponible, et alors qu'une autre équipe réalisait des reportages à la frontière polonaise, c'est donc en voiture que les reporters de RTL Loïc Parmentier et Thomas Decuyper se rendent en Ukraine, au début du mois de mars. Plus de 1.600 kilomètres depuis Bruxelles, pour atteindre Lviv. Il aura fallu cinq jours pour obtenir toutes les autorisations auprès des autorités militaires ukrainiennes.

PLUS-VALUE

« Sur place, il y a des checkpoints partout et la méfiance est omniprésente », raconte Loïc Parmentier. « Un jour, quelqu'un est même venu contrôler les images que nous venions de tourner. » Malgré les alertes et les bombardements, parfois très proches, la ville de Lviv restait encore, début mars, relativement épargnée par les combats, raison pour laquelle la plupart des journalistes étrangers en ont fait leur base pour couvrir la guerre qui sévit dans le pays. « En ce qui nous concerne, nous n'avons

pas la logistique nécessaire pour aller plus à l'est », poursuit Loïc Parmentier. « Pour couvrir l'info sur place, nous sommes juste deux, mon caméraman et moi. En comparaison, rien que pour la région ouest où nous nous trouvons, CNN a accrédité 30 personnes ! On ne travaille pas du tout à la même échelle. »

Pour travailler en Ukraine, les journalistes de RTL avaient emmené le matériel nécessaire pour se protéger en cas de danger : en particulier des casques et des gilets pare-balle dans le coffre de leur voiture. Ils envoyaient également chaque jour leur itinéraire à leur rédaction à Bruxelles et se sont adjoints les services d'un fixeur, qui a surtout aidé pour les traductions lors des interviews qu'ils ont réalisées. « Le gilet pare-balle, je ne l'ai jamais mis » confie toutefois Loïc Parmentier. « A Lviv, quand nous y étions, ce n'était pas nécessaire. Et l'impression que j'ai eu, c'était que ceux qui le portaient le faisaient surtout pour se donner un style lorsqu'ils passaient à l'antenne ».

Après une semaine passée sur place, Loïc Parmentier et son caméraman sont rentrés à Bruxelles, sans être remplacés. La question d'envoyer à nouveau des équipes sur place est en réflexion permanente chez RTL. « Envoyer

une équipe, c'est se poser la question de la plus-value que nous pouvons apporter par rapport au flux d'images qui nous arrive par ailleurs », conclut Loïc Parmentier. Un ratio risque/plus-value qui va sans doute se poser encore à l'avenir, pour un conflit qui risque de s'installer dans la durée.

BONS PLANS

Pour préparer un reportage, le groupe fermé « The Vulture Club », sur Facebook, est une mine d'informations. Fonctionnant comme un groupe d'échange de bons plans et de bons conseils entre journalistes internationaux, on n'y compte plus les demandes d'hébergement à Kiev ou de transport depuis la frontière polonaise émanant de pigistes issus de toute l'Europe.

Habitée à travailler dans des pays en guerre, la photographe Virginie Nguyen s'étonne du peu de préparation de certains, et de leur degré d'inconscience. « C'est assez surprenant », commente-t-elle. « On a le sentiment de trouver là-bas des profils de journalistes qu'on n'a pas l'habitude de croiser, d'habitude sur des zones de conflit ». La proximité avec l'Europe

Suite en page 6

APPEL AUX DONS

Les journalistes belges sont nombreux à nous demander comment aider les journalistes ukrainiens. La Fédération Internationale des Journalistes et la Fédération européenne des Journalistes récoltent les dons via le Safety Fund Ukraine: www.ifj.org onglet "safety fund". Les montants récoltés viendront en soutien direct des professionnels sur le terrain. L'AGJPB a versé 3.000 €.

REPORTER DE GUERRE, DU FANTASME À LA RÉALITÉ



Ne jamais partir au front sans équipement de sécurité. Photo Belga.

de l'Ouest explique sans doute, en partie, cet engouement. Contrairement au Moyen-Orient ou à l'Afrique, beaucoup plus difficiles d'accès, il suffit d'un billet Ryanair pour Varsovie et de quelques heures de train pour se retrouver sur la ligne de front. « Mais partir sans fixeur, sans assurance, et sans une formation aux premiers soins en cas de blessure, c'est juste de la folie », estime Virginie Nguyen. D'autant que les risques encourus par les journalistes, semblent encore plus élevés ici que dans d'autres conflits qu'elle a pu couvrir par le passé.

« Quand on travaille en zone de guerre, le plus important est de bien choisir son fixeur. Il joue un rôle essentiel, tant pour la sécurité du journaliste que dans la réalisation du reportage. Et bien choisir son fixeur, c'est avant tout prendre quelqu'un en qui on a confiance. Dans certains pays, il y a déjà eu des cas de journalistes kidnappés

par leur fixeur. C'est malheureusement une réalité. »

L'expérience est aussi un important gage de sécurité. Lorsqu'on a déjà travaillé en zone de conflit, on apprend à se fier à son bon sens, et à écouter sa peur. On apprend également quelques réflexes fondamentaux : calfeutrer les fenêtres de sa chambre avec du scotch, éviter de donner ses positions sur les réseaux sociaux... « En même temps, il faut toujours une première fois. Pour moi aussi, il y en a eu une. C'était à Alep, en Syrie, en 2012. J'y ai découvert qu'il était parfois très difficile de trouver à manger. Depuis lors, je remplis toujours mon sac de snacks au cas où ! »

Quand on travaille seul en zone de conflit, l'argent est un élément qui peut être problématique. « A Mossoul par exemple, j'ai vu des fixeurs qui demandait 400 voire

600 dollars par jour, parce que c'est ce que paient les télévisions américaines. Quand on est seule, et qu'on finance son reportage soi-même, c'est difficile de faire le poids ». C'est pourtant la réalité de nombreux reporters en zone de conflit, en particulier des photographes. « En ce moment, il y a un tel afflux de journalistes qu'il n'y a plus aucun hébergement à Lviv, et pratiquement plus aucun fixeur dans le pays. »

L'Ukraine, Virginie Nguyen y a passé deux mois, en 2015, pour un projet documentaire à Marioupol qui lui a valu un prix Bayeux Calvados des correspondants de guerre. Elle y retournera sans doute, d'ici quelques semaines ou quelques mois, pour documenter la catastrophe qui s'est abattue sur cette ville. « De toute façon, même s'il y a un cessez-le-feu, l'actualité ne s'arrêtera pas » explique-t-elle.

Grégoire Comhaire

28 FEVRIER

Une équipe britannique de Sky News a été visée malgré ses cris affirmant qu'ils étaient journalistes. Deux membres de l'équipe ont été blessés par balle.

3 MARS

Yevheniy Sakun, cameraman pour la chaîne ukrainienne channel Live est tué dans un bombardement visant les émetteurs de télévision à Kiev.

6 MARS

Guillaume Briquet, photographe suisse indépendant a été attaqué au volant de son véhicule blindé et identifié « presse » et blessé par les éclats. Tout son matériel (appareils, sécurité, etc.) est volé par des soldats russes.

13 MARS

Brent Renaud a été abattu à Irpin, aux abords de Kiev. Selon la police ukrainienne, il a été ciblé par des soldats russes qui ont également blessé deux autres journalistes qui accompagnaient le reporter américain qui travaillait pour Time..

14 MARS

Pierre Zakrzewski, cameraman de Fox News et Oleksandra Kuvshynova, productrice ukrainienne et fixeuse ont été tués près de Kiev. Benjamin Hall, reporter pour Fox News a été sérieusement blessé lors de la même attaque.

RECONNAISSANCE EN-GAJE REÇOIT LE PRIX POUR LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS DE L'HOMME 2022

Jeune, modeste dans ses moyens, animée par des bénévoles, En-GAJE n'en est pas moins devenue, en trois ans, une association essentielle pour soutenir les journalistes exilé.e.s en Belgique. « Il n'y a pas un mois sans que soit noué un nouveau contact, une nouvelle rencontre », soulignait Jean-François Dumont, l'un des fondateurs, dans son allocution prononcée au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles lors de la remise du Prix pour la Démocratie et les Droits de l'Homme 2022. « Nous comptons aujourd'hui parmi nos membres plus de 70 travailleurs des médias, réfugiés ou demandeurs d'asile. Ils viennent de 22 pays ou territoires différents. C'est à eux que vont aujourd'hui l'honneur et la reconnaissance que vous nous faites en nous attribuant ce Prix », poursuivait-il, rappelant que « la liberté d'informer reste fragile et sous étroite surveillance dans plusieurs dizaines de pays et dramatiquement absente dans une quinzaine d'autres... ».

Le soutien actif de plusieurs institutions et organisations vouées à la défense des droits humains et à la liberté d'informer (fédérations internationale et européenne des journalistes et AJP, mais aussi le CIRE, la Ligue des Droits humains, Amnesty International, l'ULB, la VUB et la Maison des Journalistes à Paris) permet d'apporter un accompagnement

qui prend plusieurs formes : coup de main administratif, recherche d'un logement adéquat ou recommandation d'un avocat spécialisé. D'autres services sont collectifs comme l'organisation d'un cours gratuit de français, la participation - gratuite également - aux formations professionnelles de l'AJP, ou l'intervention, rémunérée, dans des cours et séminaires en journalisme, à l'Ihecs et à l'ULB.

IDENTITÉ PROFESSIONNELLE

La sauvegarde de l'identité professionnelle des journalistes exilé.e.s est également très vite apparue comme un besoin fort important. Ils et elles avaient des responsabilités, et pour beaucoup, des fonctions importantes, un rôle public, une notoriété. Arrivé.e.s en Belgique, les voilà inconnu.e.s, silencieux.ses, et réduit.e.s à figurer dans les statistiques de l'immigration.

En-GAJE ne promet jamais de décrocher un CDI dans un média, mais crée des occasions de témoigner, d'être reconnus pour ce qu'ils sont (à travers une exposition itinérante notamment), et d'exercer de temps en temps leur métier. Le 29 mars un média en ligne a ainsi été lancé. Il s'appelle LATITUDES, construit avec les départements de journalisme de l'ULB et de la VUB.

Plus d'infos: <https://www.engaje.be/>
Contact: engaje.be@gmail.com



De g. à dr., Fatimetou Sow, Lailuma Sadid, Rudy Demotte (Président du Parlement de la Fédération Wallonie Bruxelles), André Linard, Bénédicte Linard (Ministre des Médias et de la Culture), Omeyma Masoud, Florence Le Cam, Alexandre Nyiungeko, Jean-François Dumont. (Photo PFWB)